



## Contribution



### Osons Répondre à la crise démocratique

Nous voulons construire une démocratie plus aboutie qui s'appuie sur une démocratie participative active. L'égalité réelle pour tous  
Nous proposons un travail collégial de citoyens, qui, dans toute leur diversité, ont la ferme ambition de porter haut leurs voix à la lumière des diagnostics faits sur le terrain.

L'heure est grave !

Ce vaste chantier politique, ou plutôt ce grand défi, nous avons décidé de le relever.

- Dire la réalité et initier des solutions ensemble,
- Renouveler la vie politique,
- Défendre la République,
- Réformer les institutions pour arriver au rééquilibrage des pouvoirs entre le président de la république et l'assemblée nationale, à commencer par inverser les deux élections.
- Réforme du sénat en le fusionnant ou pas avec le conseil économique social et environnemental.
- Transparence des agissements politiques, adapter le salaire des élus à la réalité des salariés, aucune cooptation pour les appels d'offres à tous les niveaux, pas de conflits d'intérêts comme actuellement où seuls les réseaux s'entretiennent entre eux.

Pour conjurer la déconfiture du système politique qui fragilise nos institutions, répondre aux profondes aspirations citoyennes et relever les défis qui se présentent, nous devons innover en associant davantage les citoyennes et les citoyens aux prises de décision. Il est grand temps d'ouvrir les portes, d'aller vers eux, et surtout de faire de la politique AVEC eux !

La crise qui vient nous percuter aujourd'hui, nous donne l'occasion et la possibilité de tout remettre à plat.

#### **Dire la réalité et initier des solutions ensemble**

La défiance des françaises et des français envers le pouvoir politique et économique, l'incapacité d'agir, le manque d'initiative et de prévoyance l'affaiblissement de notre nation, la persistance de la crise, contribuent à la défiance des citoyens vis-à-vis du pouvoir politique. Nous pensons qu'il est nécessaire de donner le temps de la réflexion aux françaises et français et d'organiser une vaste réflexion collective.

Il faut proposer des solutions pour les rassembler, les convaincre que leur avenir n'est pas dans le repli sur soi mais bien au contraire dans la solidarité et le partage.

Il faut s'attacher à mettre en place :

- Le développement de la démocratie participative à tous les étages : éluEs, associations, société civile,
- De nouvelles règles du mieux-vivre ensemble, refonder notre cohésion sociale, reforcer notre identité commune au sein de notre société,
- Des institutions démocratiques qui doivent ressembler aux citoyenNEs,

## **Renouveler la vie politique**

Les politiques publiques menées depuis 20 ans ont produit des catastrophes successives qui ont durablement impacté la population française :

- En mettant à mal nos services publics et en particulier l'hôpital,
- En creusant les déficits et en nous léguant une dette abyssale,
- En dressant les FrançaisEs les uns contre les autres.

Ce sont ces fractures sociales, économiques, sociétales et territoriales qu'il faut résorber.

La Démocratie est fragile. Nous devons veiller à la renforcer, à redonner du sens à la citoyenneté pour parvenir à l'égalité réelle au sein d'une Démocratie responsable et équitable. Réduire la distance entre gouvernants et gouvernés est un moyen de renforcer la crédibilité de notre Démocratie représentative.

## **Défendre la République**

L'abandon du chemin des urnes par les électeurs tient plus de la perte de confiance de ceux-ci envers les politiques qu'à un réel abandon de la citoyenneté.

Le premier parti de France est celui des abstentionnistes.

La seule issue est l'instauration d'un statut de l'élu. Les entreprises auront l'obligation de reprendre le salarié mis au service de la communauté. Ce statut permettra l'émergence de candidats issus de toutes les classes sociales. Plus représentatifs de la diversité de la population.

Déclarons définitivement, la fin des supers élus multicartes et cumulards, source de tous les clientélismes qui grossissent chaque jour les troupes des abstentionnistes et les rangs des populistes.

Si nous voulons arrêter la montée des extrêmes, nous devons en finir avec les privilèges, abus de pouvoir, autopromotions, distributions de charges et de sièges de notables. Cette attitude nuit gravement à la démocratie.

- Exiger l'inéligibilité de plus ou moins longue durée de tout élu condamné pour des actions ayant eu trait à l'exercice de ses fonctions d'élu (prise illégale d'intérêts, favoritisme, corruption, fraude électorale, ...).  
Mais pas forcément à vie, car exclure toute personne condamnée une fois dans sa vie revient à remettre en question le sens de la peine pénale et la capacité de rédemption de l'être humain.
- Interdire le système des micro- partis qui permet de contourner les règles de financement des partis politiques.
- Limiter les mandats dans le temps, avec un seul renouvellement possible pour la même fonction.

- Réduire à deux le nombre de mandats locaux pouvant être exercé de façon simultanée, dont un seul mandat exécutif, pour avoir des élus engagés à plein temps.
- Comptabiliser les votes blancs dans les suffrages exprimés. Les électeurs ne se sentant pas représentés par l'offre politique pourront enfin se faire entendre et faire reconnaître leur voix.
- Intégrer une dose de proportionnelle concernant 30% des mandats électifs aux élections législatives pour permettre une meilleure représentation de la France réelle.
- Introduire une initiative citoyenne dans la mise en place de référendums afin de permettre leur organisation si un seuil minimal de signataires est réuni.
- Repenser les modes de désignation des candidats et colistiers des différents partis politiques avec.
  - Représentation de tous les courants d'un parti sur sa liste pour une élection donnée, liste préparée démocratiquement avec des candidats colistiers interclassés par un vote ordonné des militants puis agrégés pour donner la liste finale et non plus par le seul bon vouloir de la tête de liste plus ou moins autoproclamée même si statutairement élue. Le risque de dissidence serait ainsi écarté et l'élection finale non faussée.
  - Ecriture de son programme électoral rédigé après organisation de conférences-débat thématiques pilotés par les référents de courants avec la réalisation de comptes rendus participatifs sur les sujets d'actualité présente et à venir.